

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uribe-vit-l-antichambre-d-une-crise-politique-de-fin-de-regne-pour-la-Colombie>

Uribe vit l'antichambre d'une crise politique de fin de règne pour la Colombie.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 24 avril 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quelques heures après l'arrestation du cousin du président Uribe Velez, Mario Uribe Escobar, les plaintes contre des sénateurs et des députés ne donnent pas de répit au gouvernement. Alvaro Uribe Velez a proposé une « réforme politique », mais a écarté une assemblée constituante. L'arrestation du parent du président Uribe s'est ajoutée à la série de cas de liens [crapuleux] entre les sénateurs ou les députés et les paramilitaires.

[Página 12.](#)

Buenos Aires, le 24 Avril 2008

[Leer en español](#)

[JPEG - 9 ko] **El Aro**

Mort et désolation paramilitaire

« Plus de la moitié des députés ou sénateurs colombiens a des liens avec les groupes paramilitaires ou des guérilleros ». Le leader paramilitaire démobilisé Salvatore Mancuso a jeté un pavé dans la marre hier depuis la prison, tandis que dans les rues, les cafés et les bureaux de l'administration tout le monde discutait des derniers détails de l'arrêt hollywoodien de l'ex-président du Congrès et cousin d'Alvaro Uribe à l'ambassade de la Costa Rica à Bogotá, la nuit précédente. En Colombie hier on vivait l'antichambre d'une possible crise politique. L'avalanche de plaintes et d'arrestations qui se sont succédées de semaine en semaine, a déjà amené 33 élus derrière les barreaux et 64 sous le coup d'enquêtes, et a obligé le président colombien à rompre le silence. « Nous allons écouter les gens pour voir quelles sorties ils proposent. Il ne faut pas donner des sursauts d'incertitude qui peuvent déranger ce que le gouvernement a fait jusqu'à présent », a-t-il assuré dans un entretien à *Radio Caracol*.

Avec ce vague compromis, Uribe a évité de repousser clairement la convocation d'une assemblée constituante, une proposition présentée la semaine dernière par la gauche pour « refonder le Congrès dévalorisé », selon les mots du président du « Pôle Démocratique » Carlos Gaviria. Cependant, le président a laissé peu de place aux ambitions de l'opposition. « Je ne suis pas un ami des changements de la Constitution à chaque instant », a-t-il dit au commencement de cette rencontre. Vingt minutes après et sans penser ce qu'il disait, le président a été encore plus claire. « En Colombie, il existe la sainte manie de penser que tout s'arrange avec des réformes constitutionnelles. C'est une erreur », a-t-il assuré, l'homme qui lui même en 2005 a appelé le pays à "moderniser" la Constitution. Cette réforme a ouvert le chemin de sa réélection présidentielle en 2006.

Aujourd'hui Uribe pense différemment et aussi il a proposé de sortir de la crise avec une « réforme politique », qui est établie principalement -et très probablement, uniquement- des sanctions aux partis, dont les élus sont condamnés pour leurs liens avec les paramilitaires, les guérillas ou d'autres groupes hors la loi. Au lieu de les remplacer par le candidat suivant dans liste, comme cela est le cas maintenant, l'uribisme propose de laisser le siège vide. Le gouvernement colombien a du présenter cette « réforme » après que divers suppléants soient condamnés aussi pour avoir les mêmes liens avec les paramilitaires qu'on avait vérifié chez leurs prédécesseurs. « Colombie Démocratique », le parti du cousin du président, Mario Uribe Escobar, a gagné trois sièges au Sénat en 2006, mais qui compte déjà quatre sénateurs détenus.

[JPEG - 46.7 ko] **Arrestation de Mario Uribe Escobar**

Au sein même de la sphère d'Uribe, ils reconnaissent qu'ils n'ont pas encore touché le fond. « Tout va mal et est susceptible d'empirer », a remarqué hier dans le quotidien espagnol *El País* le sénateur uribiste Armando Benedetti, l'un des rares qui a évité, pour l'instant, les soupçons de la Cour Suprême. Cette semaine le gouvernement a connu un nouveau scandale après que les médias colombiens aient diffusé une vidéo dans laquelle une ex-parlementaire de la majorité raconte comment le président Uribe lui aurait offert des responsabilités publiques en échange de son vote pour approuver la réforme constitutionnelle de 2006.

Hier, fatigué de la vague de « surprises médiatiques » qui frappe son gouvernement, ses alliés et sa famille, le président est sorti pour se couvrir. Sans que le journaliste ne lui demande rien, Uribe a assuré qu'un ex-chef paramilitaire l'a dénoncé devant la Justice pour l' avoir aidé à projeter un massacre de paysans en 1997, quand Uribe était le gouverneur d'Antioche, l'un des départements berceau du paramilitarisme et son siège dans son apogée. « Ce bandit dit que j'ai même remercié les paramilitaires pour ce massacre parce qu'ils avaient libéré six otages, parmi eux mon cousin, et que Santiago, mon frère, a prêté 20 paramilitaires pour ce crime", a-t-il dit et déjà il ne dissimulait plus sa colère.

Selon ce qu'a publié hier [Radio Caracol](#) sur sa page Web, le plaignant serait Francisco Villalba, un paramilitaire qui a été démobilisé en 1998, quatre ans avant la victoire d'Uribe, et il purge actuellement deux condamnations pour des massacres contre des paysans à Antioche. Comme il l'a lui-même raconté devant le juge le 15 février dernier, avant le massacre d'*El Aro* plusieurs dirigeants militaires et politiques de la région se sont réunis avec les chefs paras pour préparer « l'opération ». Ceux qui se trouvaient à la tête de la planification seraient le gouverneur de l'époque Uribe et le leader paramilitaire Salvatore Mancuso.

"J'ai revu Uribe une fois de plus -a continué dans son récit Villalba- il s'est présenté pour dire que l'opération avait été un succès."

Le succès a laissé 19 morts et six otages libérés.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.